



Assemblée générale

Distr. générale
18 juillet 2001
Français
Original: anglais

**Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**
9-20 juillet 2001

**Lettre datée du 16 juillet 2001, adressée au Président
de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects par le Représentant
permanent du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre adressée à M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par M. Michel Rocard, Coprésident du Groupe de personnes éminentes (voir annexe I), et le rapport des présidents, relatifs à une rencontre entre le Groupe et des industriels de l'armement, qui s'est tenue à Paris le 26 juin 2001 (voir annexe II).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme documents de la Conférence.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Moctar **Ouane**

Annexe I à la lettre datée du 16 juillet 2001, adressée au Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects par le Représentant permanent du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies

Me référant à mes lettres des 7 et 22 mai 2001, j'ai l'insigne honneur et le privilège de soumettre à votre bienveillante attention le rapport des présidents sur le « déjeuner-débat avec les industriels », qui s'est tenu à Paris le 26 juin. Je vous saurais gré de bien vouloir transmettre ce rapport au Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects qui doit se tenir au siège de l'ONU, à New York, du 9 au 20 juillet 2001, afin qu'il soit distribué en tant que document de la Conférence. Je vous serais particulièrement obligé de votre assistance en la matière.

Lors de la réunion de Paris, qui regroupait des fabricants d'armes légères, des associations professionnelles et des représentants du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Fédération de Russie et du Nigéria, ainsi que l'Ambassadeur Camillo Reyes (Colombie), Président de la Conférence, les fabricants ont pris l'engagement d'instituer des normes relatives au marquage et au traçage des armes légères. Ils se sont également engagés à épauler davantage les initiatives visant à s'opposer aux transferts d'armes légères qui s'effectueraient en violation des droits de l'homme, des obligations internationales nées des traités, des embargos institués par le Conseil de sécurité de l'ONU ou du droit international ou qui serviraient à commettre des actes de génocide, des actes illégaux d'agression, des actes criminels ou des actes d'ingérence dans les affaires intérieures des États.

En renforçant fortement la transparence et la responsabilité en matière de production et de transfert d'armes légères, cette démarche des industriels, qui s'inscrit dans le cadre d'un effort d'autoréglementation, contribuera à enrayer les risques de détournement des armes légères du commerce licite vers le trafic illicite. En reconnaissant que les armes légères « doivent être placées sous le contrôle des États, qui doivent être tenus responsables de leur transfert », comme vous l'avez déclaré dans le Rapport du Millénaire, les industriels se montrent disposés à faciliter l'instauration de liens de partenariat et de coopération entre les fournisseurs et les destinataires, les États, les organisations non gouvernementales, la société civile et les fabricants.

Cette attitude constructive et libre de toute confrontation est à apprécier comme une contribution au règlement des problèmes qu'examinera la Conférence.

Je partage l'avis des industriels qui estiment qu'une rencontre avec vous faciliterait considérablement la recherche des solutions aux grands problèmes dont traitera la Conférence de juillet. Aussi, est-ce avec plaisir que je vous transmets, en l'appuyant, la demande des industriels de vous rencontrer dès qu'il sera possible. Je suis heureux de vous informer que l'Ambassadeur Reyes appuie également cette requête.

Je tiens à vous remercier de votre lettre encourageante du 5 juin. Votre soutien constant aux actions intégrées de sensibilisation que mène le Groupe de personnes éminentes, notamment par voie de presse, pour appuyer la Conférence, demeure essentiel à la réussite de nos efforts communs qui visent à bien définir la portée et la teneur de la Conférence et donc à en assurer le succès.

Je tiens également à vous remercier des dispositions que vous avez prises pour faciliter la tenue d'une réunion du Groupe de personnes éminentes au Siège de l'ONU, entre le 9 et le 20 juillet. Nous regrettons qu'en raison de votre programme chargé, vous ne puissiez pas vous trouver à New York à ces dates et espérons être informés si un changement de votre programme venait à rendre possible une rencontre avec l'ensemble du Groupe.

(Signé) Michel **Rocard**

Annexe II à la lettre datée du 16 juillet 2001, adressée au Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects par le Représentant permanent du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original: anglais]

Rapport du Président

Autoréglementation des industries d'armements et effort visant à mettre fin à la prolifération illicite des armes légères

Résumé

Lors d'un déjeuner-débat organisé à Paris le 26 juin 2001, les représentants des fabricants d'armes légères, des associations professionnelles, de gouvernements et de la communauté internationale sont parvenus à un consensus selon lequel les industriels devraient s'efforcer activement d'adopter un système d'autoréglementation volontaire qui constituerait leur contribution aux efforts visant à mettre fin à la prolifération illicite des armes légères hors de tout contrôle des États légitimes.

Les fabricants définiront donc des normes de marquage et de traçage des armes. Ils participeront aux nouveaux efforts destinés à lutter contre les transferts des armes légères en violation des droits de l'homme, des obligations découlant des traités internationaux en vigueur, des embargos institués par le Conseil de sécurité des Nations Unies et du droit international qui serviraient à commettre des actes de génocide, des actes illégaux d'agression, des actes criminels ou des actes d'ingérence dans les affaires intérieures d'États légitimes.

Ces efforts devraient être considérés comme la contribution des fabricants d'armes à la solution de questions qui seront examinées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite d'armes légères sous tous ses aspects qui se tiendra à New York du 9 au 20 juillet 2001.

Organisation du « déjeuner »

Le « déjeuner-débat » a été organisé à Paris le 26 juin sous les auspices du Groupe de personnes éminentes, coprésidé par M. Michel Rocard, ancien Premier Ministre français, et M. Alpha Oumar Konaré, Président de la République du Mali. Il était présidé par M. Rocard et par M. Edward Rowe, Président du Manufacturers Advisory Group. M. Camillo Reyes (Colombie) avait été invité à participer au déjeuner, qui a rassemblé des représentants des principales sociétés d'armements et d'associations professionnelles ainsi que des membres du Groupe de personnes éminentes. Des représentants de gouvernements y assistaient également en qualité d'observateurs.

M. Rocard a donné lecture d'un message du Président Alpha Oumar Konaré qui se félicitait de l'instauration d'un dialogue parrainé par le Groupe de personnes éminentes avec les sociétés d'armements, et approuvait ce dialogue.

Le but de ce déjeuner-débat était d'examiner la possibilité pour les entreprises d'adopter volontairement un mécanisme de réglementation de façon à contribuer à mettre fin à la prolifération illicite des armes légères en dehors de tout contrôle des

États et en réponse à la Conférence des Nations Unies sur le trafic illicite des armes légères sous tous ses aspects qui devait se tenir en juillet.

Les participants ont dénoncé les conséquences humanitaires sur les populations civiles partout dans le monde en développement de la prolifération excessive des armes légères et ont étudié des mesures concrètes en matière de marquage, d'enregistrement et de traçage, de courtage et de normes pour les transferts dans le cadre du droit international.

Autoréglementation des entreprises fabriquant des armes légères

Les entreprises qui fabriquent des armes légères ont adopté depuis longtemps des mesures d'autoréglementation. Dans le cas des entreprises américaines, l'introduction de ces mesures remonte à 1926 lorsque, à la demande du Congrès des États-Unis, elles ont créé la Sporting Arms and Ammunition Manufacturers' Institute (SAAMI). Les entreprises européennes pour leur part travaillent dans le cadre de la Commission internationale permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives, qui regroupe 13 pays et qui, comme la SAAMI, définit des normes de fabrication et de sécurité.

Les participants ont par ailleurs fait observer que ces questions avaient des incidences en matière de souveraineté, de droit d'autodétermination et de droits des citoyens en vertu des constitutions nationales et qu'aucune mesure prise ne devrait porter atteinte à l'un quelconque de ces importants droits.

Les fabricants d'armes et les associations professionnelles ont récemment créé un groupe consultatif chargé d'étudier les questions de réglementation au niveau international. Ce groupe, présidé par M. C. Edward Rowe de la société Sturm-Ruger (États-Unis), a organisé, s'agissant du marquage et de la réglementation internationale applicable aux armes à feu, les deux ateliers ci-après :

- « Aspects techniques et de fabrication du marquage des armes à feu dans le contexte des efforts de l'Organisation des Nations Unies en matière de réglementation », Brescia (Italie), 30 septembre-1er octobre 1999;
- « Marquage des armes à feu : normes type et numéros de série communs », Grand Hotel Smeraldo Beach, Baia Sardinia (Olbia), Sardaigne, 22-24 juin 2000.

Dans une lettre datée du 18 mai, adressée à M. Rocard, M. Rowe a déclaré : « nous considérons qu'un effort d'autoréglementation pourrait s'appuyer sur les recommandations en matière de marquage, d'enregistrement et de traçage qui figurent dans notre rapport sur les normes de marquage et les numéros de série. D'autres questions, auxquelles les fabricants pourraient contribuer à apporter une réponse, pourraient également être examinées ». À cet égard, le Groupe de personnes éminentes a présenté deux notes en date des 5 et 14 mai particulièrement intéressantes, par lesquelles il est demandé aux entreprises d'aller au-delà de la question du marquage et d'examiner des questions générales telles que les normes de transferts.

Un système d'autoréglementation

Les participants ont convenu que les fabricants pourraient, pour permettre le traçage des armes, adopter un système de marquage et un mécanisme convenu d'échange d'informations comme indiqué ci-après :

1. Toutes les armes seraient marquées au stade de la fabrication. Au minimum, le marquage devrait être facilement compréhensible et se composer du pays de fabrication, du nom du fabricant et d'un numéro de série unique. Il devrait être appliqué de telle sorte qu'il puisse être récupéré.
2. Tous les fabricants devraient mettre en place des procédures de contrôle afin d'éviter qu'un même marquage puisse être apposé sur différentes armes.
3. Tous les fabricants devraient établir des procédures permettant d'enregistrer et de conserver pendant au moins 10 ans, comme indiqué dans le Protocole relatif aux armes à feu, les marquages appliqués sur chaque arme.
4. Tous les fabricants devraient établir des procédures permettant de répondre à toute demande d'information émanant d'un organisme compétent aussi rapidement que possible et au plus tard 72 heures après réception de la demande, en tenant compte comme il convient des difficultés techniques auxquelles doivent faire face les petits fabricants pour communiquer leurs réponses dans les délais fixés.
5. Tous les fabricants devraient échanger d'ici le (date) des informations sur les systèmes de marquage utilisés lors de la fabrication et/ou de l'importation d'armes légères.
6. Tous les fabricants devraient rendre publiques les informations concernant la fabrication, le marquage, les transferts et les achats d'armes légères.

Autres questions

Les fabricants considèrent qu'il est également urgent d'examiner d'autres questions que le marquage et le traçage. Afin de garantir que les transferts d'armes légères ne soient pas contraires aux obligations contractées par les États en vertu du droit international, ils examineront la possibilité d'adopter, pour ce qui concerne ces transferts, des normes internationales fondées, entre autres, sur :

1. Les obligations découlant des décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies.
2. Les obligations découlant des traités internationaux s'imposant aux parties contractantes.
3. L'interdiction des transferts d'armes légères dont l'emploi est interdit par le droit international parce qu'elles peuvent être utilisées sans distinction contre des combattants et des civils ou parce qu'elles sont susceptibles de provoquer des blessures excessives ou des souffrances inutiles.
4. Les obligations découlant du droit coutumier international.

Les fabricants sont opposés aux transferts internationaux d'armes légères quand il existe une forte probabilité que ces armes puissent être utilisées pour :

1. Des actes d'agression ou des ingérences illégales dans les affaires intérieures d'un État légitime.
2. De graves violations des droits de l'homme.

3. Des violations du droit international applicable aux conflits armés internationaux ou non internationaux.
4. Des actes de génocide ou des crimes contre l'humanité.
5. Des crimes violents.

Conclusion

Les participants se félicitent de l'initiative prise par le Groupe de personnes éminentes en consultation avec des États, des organisations non gouvernementales et des fabricants d'armes et sont favorables à la poursuite du dialogue aussi bien pendant la Conférence qu'après celle-ci.

La position des fabricants en ce qui concerne l'adoption volontaire de mesures de réglementation et d'autres questions sera communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux participants à la Conférence par l'intermédiaire des bons offices de l'ancien Premier Ministre français M. Michel Rocard.

Michel Rocard
Président
Commission de l'emploi
et des affaires sociales
Parlement européen

C. Edward Rowe
Président
Manufacturers Advisory Group